



Contre-jour

L'anti-américanisme en Arabie saoudite

par F. Gregory Gause, III

aucune relation bilatérale n'a tant souffert du 11 septembre que celle des États-Unis avec l'Arabie saoudite. Les raisons en sont

évidentes du côté de l'opinion et des élites américaines. Dans la population saoudienne, la désaffection vis-à-vis des États-Unis était déjà bien installée lorsque, à la suite des attentats, le gouvernement a réagi à son tour à l'attitude inquisitrice des médias américains en prenant quelque peu ses distances. Du coup, l'anti-américanisme s'est exprimé beaucoup plus ouvertement que les autorités ne le tolèrent habituellement. Surprises par la vigueur de ces sentiments, ces dernières donnent désormais à entendre qu'il y a des limites à ne pas franchir. En même temps, un vif débat s'est engagé dans les milieux salafistes saoudiens sur la question du dialogue avec l'Occident.

Le gouvernement et l'opinion publique saoudiens après le 11 septembre

La première réaction officielle de l'Arabie saoudite aux attentats a été de décliner toute responsabilité, et même toute implication de citoyens saoudiens car, soulignait-elle, Ben Laden avait été déchu de sa nationalité dès 1994. L'intérêt considérable des médias américains pour leur pays a ensuite conduit nombre de responsables, y compris le prince Abdallah, à se plaindre publiquement de ce que le royaume fût devenu la cible d'une « campagne » hostile. Le gouvernement refusa ouvertement aux forces américaines le droit d'utiliser les bases saoudiennes pour leur campagne d'Afghanistan – tout en autorisant discrètement à se servir, pour la coordination de ladite campagne, du centre de commandement et de contrôle d'une base aérienne saoudienne. Le prince révéla à la population qu'il avait écrit au président Bush dès août 2001 pour se plaindre de la position américaine sur la question israélo-arabe. Dans cette lettre, il déclarait que les divergences de vues entre les deux pays sur cette question avaient atteint un tel degré que « désormais, vous avez vos intérêts et le Royaume a les siens, vous avez votre voie et nous avons la nôtre »¹.

Les médias saoudiens, concluant de ces signaux qu'ils pouvaient critiquer l'attitude américaine face aux attentats, ont alors publié des articles parlant de « terrorisme

psychologique » à propos de la « campagne médiatique » menée contre l'Arabie saoudite aux États-Unis, en expliquant que ces critiques étaient inspirées par des éléments « sionistes » et en s'interrogeant sur les « véritables » buts de la guerre conduite par les États-Unis². À propos de la guerre d'Afghanistan, ils ont beaucoup insisté sur les victimes civiles des bombardements américains. Les très nombreux articles consacrés aux Saoudiens détenus aux États-Unis comportaient parfois des accusations de mauvais traitements.

Les enquêtes d'opinion effectuées en Arabie saoudite après le 11 septembre confirment l'impression de désaccord, et même d'hostilité à l'égard des Américains. Un sondage Gallup réalisé fin janvier-début février 2002 a donné 64 % de réponses défavorables ou très défavorables aux États-Unis. Des majorités de personnes interrogées ont associé à ce pays les adjectifs « prétentieux », « brutal » et « arrogant ». Moins de 10 % le considéraient comme amical ou digne de confiance³. Un sondage international Zogby de mars 2002 a donné des résultats similaires. 30 % à peine des Saoudiens interrogés étaient favorables aux efforts de lutte contre le terrorisme effectués sous la conduite des États-Unis, 57 % étaient contre ; et seulement 43 % avaient une opinion favorable du peuple américain, contre 51 % de non favorables, ce qui était le chiffre le plus élevé des huit pays musulmans où le sondage avait été effectué. La même enquête a cherché à identifier les motifs de cette antipathie. Les Saoudiens avaient en majorité une bonne opinion de la science et de la technologie américaines (71 %), de la liberté et de la démocratie dans ce pays (52 %), de son cinéma et de sa télévision (54 %), de son système éducatif (58 %). Mais moins de 10 % considéraient la politique américaine dans le monde arabe ou sur la question palestinienne sous un jour favorable. 64 % ont répondu que la question palestinienne était à leurs yeux soit la plus importante soit une très importante question politique de notre temps, et 79 % qu'ils auraient une meilleure opinion des États-Unis si ces derniers « faisaient pression pour la création d'un État palestinien indépendant »⁴.

Une partie de l'anti-américanisme saoudien découle donc clairement de la question palestinienne. D'ailleurs des manifestations populaires – événement fort inhabituel dans cette société politiquement très contrôlée – ont éclaté à la suite du regain de violence en Israël-Palestine, en avril 2002. La protestation portait notamment sur les relations trop étroites entre les États-Unis et Israël. L'une de ces manifestations s'est même déroulée en face du consulat américain à Dhahran⁵. Environ soixante-dix intellectuels saoudiens, dont plusieurs sont connus pour leurs opinions libérales en matière politique ou religieuse, ont réagi à ces événements par une déclaration très anti-américaine, où l'on peut notamment lire : « Nous considérons les États-Unis et leur gouvernement actuel comme les fourriers du terrorisme international. Ils forment avec Israël un véritable axe du terrorisme et du mal dans le monde »⁶.

Il est plus difficile d'évaluer ce que pèsent, à côté de la question palestinienne, les autres éléments de la « cause » de Ben Laden – son opposition à la présence de forces militaires américaines en Arabie saoudite, à la position des États-Unis sur l'Irak, à leur soutien à des régimes non démocratiques du monde arabe, y compris l'Arabie saoudite elle-même – dans l'anti-américanisme de l'opinion. Ils doivent tous jouer un rôle. Mais une chose est sûre : ce sentiment, qu'on l'évalue par des méthodes quantitatives ou plus intuitives, est très fort dans le pays depuis le 11 septembre 2001.

Le débat dans les cercles salafistes

Une grande partie du discours de l'opinion publique est modelée en Arabie saoudite par les milieux religieux – qu'il s'agisse de l'*establishment* islamique soutenu par l'État, des salafistes dissidents à l'intérieur et à l'étranger, ou d'un groupe d'islamistes salafistes qui flottent quelque part entre les deux. Ces trois cercles, s'ils ne constituent certainement pas tout l'espace d'opinion du pays, ni même peut-être la majorité des points de vue, en représentent les courants les plus importants et les mieux organisés.

L'*establishment* religieux officiel, étroitement lié à l'État, a dénoncé sans ambiguïté et sans délai Ben Laden et les attentats du 11 septembre. Les autorités ont d'ailleurs fait savoir à ces milieux cléricaux qu'elles ne toléreraient chez eux aucune position contraire à celle du gouvernement, dans l'atmosphère de crise consécutive à l'événement. En novembre 2001, le prince Abdallah a expliqué aux principaux oulémas, dans les termes les plus nets, qu'il n'était pas question d'« outrepasser les limites »⁷. Certains prédicateurs de mosquées auraient d'ailleurs pris des « congés » pour cause de divergences avec le gouvernement, ce qui indique le degré de contrôle qui s'exerce sur le clergé officiel⁸.

Le régime saoudien a également été en mesure de mobiliser le soutien de certaines personnalités qui l'avaient parfois critiqué, notamment des dissidents salafistes du début des années quatre-vingt-dix, dont plusieurs, même, étaient passés par la prison. Ces dissidents ont condamné Ben Laden et soutenu la ligne gouvernementale au lendemain des attentats. Le cheikh Salman al-Awda en est un bon exemple. Contempteur inflexible de la politique saoudienne lors de la guerre du Golfe, il fut en 1994 d'abord emprisonné puis placé en résidence surveillée jusqu'en 1999. Depuis le 11 septembre, il condamne l'extrémisme dans le monde musulman, qu'il appelle une « interprétation déviante » de l'islam⁹. On peut citer aussi le cheikh Ayd al-Qarni, auquel tout prosélytisme religieux était interdit depuis quelque temps, mais qui est réapparu sur la scène publique après les attentats – avec l'autorisation des dirigeants saoudiens, a-t-il expliqué dans une interview, car il était comme eux d'avis qu'il fallait « serrer les rangs, unifier le discours

musulman, en appeler à Dieu et éviter les excès » en religion : il reprenait ainsi les mots mêmes qu'avait prononcés le prince Abdallah dans sa réunion de novembre avec les oulémas. Dans le même entretien, il critiquait les jeunes qui se précipitaient dans une aventure djihadiste, mettait en garde contre tout ce qui pouvait menacer l'unité du pays et rappelait les Saoudiens à leur devoir de loyauté envers leurs dirigeants¹⁰. Cette convergence entre les gouvernants et ceux qui naguère les critiquaient au nom de l'islam est l'événement le plus intéressant de la vie politique saoudienne depuis les attentats. Les dissidents n'ont certainement pas tous les mêmes motivations, qui peuvent aller d'un rejet sincère de Ben Laden au désir de revenir dans les bonnes grâces du régime. Mais ce phénomène prouve une chose, la capacité persistante des Saoud à mobiliser des soutiens en période de crise.

L'entente entre les dirigeants saoudiens et leurs anciens censeurs salafistes n'implique toutefois aucun changement dans l'opinion de ces derniers sur les États-Unis. Al-Awda, tout en appelant au respect mutuel entre l'islam et l'Occident, est extrêmement critique vis-à-vis de la société occidentale sur le plan philosophique, et vis-à-vis des États-Unis à propos de leur politique au Moyen-Orient. Tout en condamnant les attentats comme « une abomination née de l'arrogance », il y voit aussi les « fruits amers d'un arbre planté par l'Amérique, car les Américains sont particulièrement brillants quand il s'agit de se faire des ennemis »¹¹. Al-Qarni, lui, qualifie les États-Unis d'« oppresseur déguisé en victime » et les accuse de saisir le prétexte des attentats pour lancer des guerres qui étaient en fait déjà planifiées. Israël serait « un cancer sur le corps du monde musulman, dont celui-ci ne peut guérir qu'en le déracinant »¹². Dans une certaine mesure, c'est bien le sentiment d'une campagne orchestrée aux États-Unis, depuis le 11 septembre, contre les dirigeants saoudiens qui a permis au régime de rallier ces personnalités. Combien de temps durera une telle entente dès lors que le gouvernement cherche à se remettre en bons termes avec les Américains ? Il est trop tôt pour le dire.

D'autres éléments du mouvement salafiste saoudien ne se sont pas réconciliés avec le gouvernement. C'est le cas notamment des exilés, avec leur Mouvement pour la réforme islamique en Arabie. Sad al-Faqih, le porte-parole le plus crédible de l'opposition salafiste en exil, n'a pas dit un mot contre les attentats ; au contraire, il continue à parler du « cheikh » Ben Laden dans les publications de son mouvement, insiste sur son rôle dirigeant et son autorité religieuse¹³. En Arabie saoudite même, certains salafistes se sont opposés indirectement à la position gouvernementale, soit en refusant de se rallier au régime, soit en se prononçant contre telle ou telle décision politique. Un ouléma, le cheikh Humud bin Uqla al-Shuaybi, a publié une *fatwa* incendiaire tout au début de la crise, condamnant tout gouvernement musulman qui coopérerait de quelque façon que ce soit avec les États-Unis¹⁴. Toutefois, les manifestations d'opposition ouverte de la part des salafistes de l'intérieur ont été rares.

Un indice plus net des divisions internes du mouvement salafiste est le débat qui a surgi en Arabie saoudite sur l'ouverture par certains salafistes d'un « dialogue » avec des intellectuels occidentaux. Tout a commencé avec une déclaration signée par des intellectuels américains peu après les attentats et intitulée « Pour quoi nous nous battons »¹⁵. Il s'agissait d'une défense des valeurs libérales occidentales et du droit à se défendre face à une attaque comme celle du 11 septembre. En réponse, des intellectuels saoudiens, parmi lesquels de nombreux éminents salafistes (par exemple Safar al-Hawali, Ayd al-Qarni, Muhammad al-Fawzan), ont publié un texte intitulé « Comment nous pouvons coexister »¹⁶. Les signataires étaient « disposés au dialogue et à l'échange » et reconnaissaient qu'il existe « des relations mutuellement bénéfiques et des intérêts communs entre le monde musulman et l'Occident ». Toutefois, la plus grande part de cette déclaration est très critique à l'égard de la politique américaine (et, plus généralement, des politiques occidentales) en ce qui concerne non seulement Israël mais le Moyen-Orient en général. Les signataires affirment que « les politiques bellicistes de l'Occident apportent la destruction aux populations du monde entier au nom de la lutte contre le terrorisme ».

On est donc bien loin de l'admission d'un quelconque terrain commun avec l'Amérique à propos de sa politique vis-à-vis du monde musulman. Pourtant les signataires furent critiqués par certains salafistes saoudiens pour leur trop grande disposition à dialoguer avec l'Occident. Dans un texte intitulé « L'autre déclaration », qui a circulé dans le pays, les attentats du 11 septembre étaient justifiés par le fait que, du bombardement d'Hiroshima à leur politique israélienne et aux sanctions contre l'Irak, les États-Unis ont toujours délibérément agressé les populations civiles. C'est, dit le texte, un devoir pour l'islam que de dominer le monde, donc le conflit avec l'Occident est inévitable : « Ceux qui veulent transformer cette confrontation en dialogue pacifique n'y parviendront pas ». Les attentats de septembre sont considérés comme un effort pour redresser le déséquilibre des forces dans cette confrontation. La seule voie possible pour un dialogue avec « l'Occident » serait que les États-Unis inversent leur politique au Moyen-Orient, s'excusent pour leurs actes passés et payent des compensations aux musulmans¹⁷.

Il est difficile d'évaluer l'étendue du soutien dont bénéficient l'une et l'autre positions à l'intérieur de l'Arabie saoudite, ou même à l'intérieur du mouvement salafiste. On connaît les termes du débat mais pas le rapport de forces entre les parties. En outre, la tendance salafiste n'est pas la seule ; il y a d'autres courants de pensée dans le pays, et presque tous sont plus ouverts que les salafistes au « dialogue des civilisations », même si beaucoup d'entre eux critiquent très nettement la politique américaine au Moyen-Orient¹⁸. Il y a même eu une sorte de réaction populaire contre l'*establishment* religieux au printemps 2002, après un incendie dans une école de filles de La Mecque, dans lequel plusieurs élèves ont trouvé la mort : la police religieuse avait, semble-t-il, mis obstacle aux opérations de sauvetage pour

éviter que les filles ne soient vues sans voile. Les journaux ont sévèrement critiqué cette attitude, et le gouvernement a retiré la responsabilité de l'enseignement féminin à la Présidence spéciale pour l'éducation féminine, dominée par l'*establishment* religieux, pour la confier au ministère de l'Éducation.

Quel poids accorder à tout cela ?

Tous les indices montrent l'existence d'une puissante vague anti-américaine en Arabie saoudite depuis les attentats du 11 septembre. Les modalités en sont très variables – du simple rejet du soutien américain à Israël à une répulsion profonde, à fondement religieux, vis-à-vis de tout dialogue avec les non-musulmans – mais son caractère très étendu est indéniable. Le gouvernement lui-même le reconnaît et a récemment donné à entendre quelles limites il ne laisserait pas franchir à l'expression de ces sentiments. Des intellectuels proches du régime, s'appuyant sur ces signaux, ont publié plusieurs articles en août 2002 pour expliquer qu'une rupture complète avec la seule superpuissance du monde ne servirait ni les intérêts de l'Arabie saoudite, ni ceux des Arabes, ni ceux des musulmans¹⁹.

La question qui se présente est alors celle-ci : cette hostilité largement partagée a-t-elle une influence quelconque sur les décisions politiques ? Oui, mais indirectement. Le régime saoudien est suffisamment protégé de la pression de l'opinion pour ne pas renoncer à ses relations avec les États-Unis pour cette seule raison. Lorsqu'ils verront leurs propres intérêts menacés, les Saoud ignoreront l'opinion publique et coopéreront ouvertement avec l'Amérique, comme ils l'ont fait lors de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Mais le régime comprend parfaitement que l'opinion est désormais plus urbanisée, éduquée et informée des affaires du monde, et donc plus facilement « politisée », qu'elle ne l'était. Dès lors que leur sécurité immédiate ne sera pas en jeu, les dirigeants saoudiens prêteront donc plus d'attention à cette opinion publique. Leur récente réticence à soutenir une attaque américaine contre l'Irak en est un clair exemple.

Les tensions dans la relation américano-saoudienne apparues à la suite du 11 septembre ont mis en lumière une vérité inconfortable et méconnue, qui remonte pourtant au tout début de cette relation : il n'y a de courant d'opinion en sa faveur ni d'un côté ni de l'autre. C'est une relation entre élites, fondée sur une appréhension claire des intérêts de chacun. Est-elle près de s'achever ? Non. Les intérêts qui lient les élites sont très forts. Mais les sentiments de l'opinion de part et d'autre constituent désormais une contrainte qui pèse sur cette relation et l'empêchera de se renforcer. Elle va probablement redevenir à peu près ce qu'elle était avant 1990 : étroite et coopérative, mais moins affichée sur le plan militaire, et avec une plus grande distance politique entre les capitales. C'est autour du pétrole qu'elle s'est

nouée, et c'est autour du pétrole qu'elle continuera à tourner. Si l'on en vient à la rupture, ce ne sera pas sous la pression de l'opinion d'un côté ou de l'autre, mais à cause de divergences fondamentales sur la façon dont les Saoudiens doivent user de leur « pouvoir pétrolier » sur le marché mondial.

Traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou

F. Gregory Gause, III est Directeur des Études sur le Moyen-Orient à l'Université du Vermont (États-Unis). E-mail : gregory.gause@uvm.edu

1. Citation tirée d'un long article sur les relations américano-saoudiennes avant le 11 septembre, *Al-Hayat*, 6 nov. 2001, p. 7.
2. Pour une revue des commentaires de ce genre dans différents journaux saoudiens, voir *Al-Hayat*, 16 oct. 2001, p. 6.
3. Richard Burkholder, « The U.S. and the West – through Saudi eyes », Gallup Tuesday Briefing, 6 août 2002, www.gallup.com/poll/tb/goverpubli/20020806.asp
4. « The 10 nation "Impressions of America" poll report », Zogby International, 7 août 2002, www.zogby.com/news/ReadNews.dbm?ID=610
5. « Back Palestinians with words, not deeds says Naif », *Arab News* (Djeddah), 6 avril 2002.
6. Texte intégral dans *Al-Quds al-Arabi* (Londres), 20-21 avril 2002, p. 4.
7. *Al-Hayat*, 15 novembre 2001, p. 8.
8. Ces demandes de congé ont été signalées par James A. Dorsey, « Saudi leader seeks to rein in clergy », *Wall Street Journal*, 14 mars 2002, pp. A9 et A12. Le journal en arabe publié à Londres *Al-Quds al-Arabi* a rapporté, dans un article publié le 1^{er} février 2002, qu'un certain nombre d'imams avaient démissionné de leurs fonctions.
9. Voir en particulier son article « Al-tarruf wa al-tarruf al-mudad » (Extrémisme et contre-extrémisme), 12 décembre 2001, sur le site www.islamtoday.net
10. Interview dans *Al-Hayat*, 4 février 2002, p. 15.
11. Pour sa critique des fondements philosophiques de la notion occidentale de liberté, voir son article dans *Al-Hayat*, 18 janvier 2002, p. 10. Pour sa critique de la politique américaine, voir ses déclarations en anglais sur le site www.islamtoday.net
12. Interview dans *Al-Hayat*, 4 février 2002.
13. Voir par exemple *Nasbrat al-Islab* n° 317, 3 juin 2002 (www.miraserve.com/monitors/amt.htm) sur « l'avenir de la bataille entre Ben Laden et l'Amérique » ; et n° 311, 22 avril 2002 sur l'avenir de la confrontation de Ben Laden avec les Saoud.
14. Pour cette *fatwa*, voir www.aloqla.com/mag. Sur Al-Shuaybi, voir Douglas Jehl, « For Saudi cleric, battle shapes up as infidel vs. islam », *New York Times*, 5 décembre 2001.
15. Texte de la déclaration et liste des signataires sur le site www.propositionsonline.com/html/fighting_for.html
16. Version anglaise sur le site du cheikh Salman al-Awda, dans la section intitulée « Special articles » : www.islamtoday.net/english
17. J'ai obtenu un exemplaire de cette « Autre déclaration » d'une source saoudienne, par fax, en juin 2002. Le débat sur la déclaration originelle et cette réponse a été commenté par Sad al-Faqih dans *Nasbrat al-Islab* n° 317, 3 juin 2002.
18. Des indices peuvent en être trouvés dans les articles écrits pour des journaux par d'éminents écrivains tels que Turki al-Hamad (dans *al-Sharq al-Awsat*), Daud al-Shiryan (dans *Al-Hayat*) et Jamal Khashoggi, rédacteur en chef adjoint de *Arab News*.
19. Voir l'article de Ghazi al-Qusaybi, encore récemment ambassadeur à Londres et aujourd'hui ministre de l'Eau, dans *Al-Hayat*, 21 août 2002. Voir aussi Muhammad bin Abd al-Latif al-Alshaykh dans *Al-Hayat*, 23 août 2002. Sur la crainte des Saoudiens de voir les relations bilatérales souffrir de l'hostilité de l'opinion américaine, voir Dawud al-Shiryan dans *Al-Hayat*, 18 août 2002, pp. 1 et 6.